

LA CONJONCTURE EST AU CHANGEMENT. VIVE L'ANIMATION!

Gilles BEAUCHAMP

AVANT-PROPOS

Une petite phrase tirée de « L'avenir en face » de Alain Minc: « Le rêve de reconstruire le monde s'est éteint; il reste l'ambition de bricoler la réalité »¹. Et le bricolage, en animation, on connaît ça!

Il est difficile de sortir du train-train quotidien, surtout quand ce train-train a plutôt des airs de « rush » permanent, pour prendre une distance par rapport à la pratique, au bouillon du mouvement, et porter un jugement, une réflexion. Quand on tente de prendre une telle distance, ça prend souvent la forme lourde et ampoulée du devoir d'écolier qui réussit, tant bien que mal, à trouver dans la littérature quelques expressions ou pistes qui collent à sa réalité. Rarement le discours atteint-il la richesse de promesses et de complexité de la pratique.

J'ai quand même tenté de dégager quelques idées-forces qui ressortent du mouvement actuel et des commentaires qu'il suscite. Parmi ces idées-concepts certaines apparaîtront peut-être incongrues en regard du discours de l'animation culturelle d'antan. J'ose les avancer ici parce que je crois que l'animation doit continuer d'être, par définition, ouverte à la remise en question, à l'irruption du nouveau dans l'ancien.

Et justement, la première de ces idées-forces, c'est: LE CHANGEMENT.

CHANGER

Quand je parle de changement, ce n'est pas de la couleur des moquettes et tapisseries du 24 Sussex à Ottawa dont je veux parler! Car parler de changement entre les libéraux de droite et les conservateurs soi-disant progressistes relève plus de la discussion byzantine que de l'analyse des mouvements sociaux.

1. Alain MINC, *L'avenir en face*, Paris, Seuil, 1984.

Les facteurs de changement profond qui peuvent mobiliser et orienter la stratégie de l'animateur sont nombreux et complexes. De la crise économique internationale à la conscience des attaques à l'environnement, en passant par le virage technologique... on pourrait allonger la liste. Je n'aborderai brièvement que 2 de ces facteurs de changement dont nous devons tenir compte, en tant qu'agents de changements sociaux et culturels : l'évolution de notre rapport au travail, et celle de notre rapport à l'Etat.

CHANGER NOTRE RAPPORT AU TRAVAIL

Le niveau élevé de chômage, maintenu par la crise économique et la robotisation (des usines et bureaux) peut être vu comme l'occasion de réduire la place du travail-marchandise, du travail-lié, par rapport à des investissements dans des champs plus autonomes (face au Capital), dans des échanges plus directs entre producteurs/consommateurs. Peut-on parler de la résurgence de la valeur d'usage, par rapport à la domination de la valeur d'échange? En tout cas ce développement, cette reconnaissance de l'autre travail, ou de l'autre que le travail, que ce soit le travail domestique, la participation communautaire et politique, le loisir créateur ou l'éducation, tous ces secteurs d'activité (et d'autres) pourraient profiter de l'affaiblissement de l'hégémonie du travail-marchandise sur les autres formes de participation sociale.

Ce sont des champs déjà couverts par beaucoup d'organismes communautaires et populaires qui ont de tout temps investis ces secteurs du temps de loisir et du temps « hors-marché du travail » Peut-être relèveront-ils le défi de récupérer, de mettre en valeur ce travail libéré, dans des circuits non-marchands, ou à tout le moins des circuits moins dominés par le capital et les grandes corporations, et plus satisfaisants, pour le producteur comme pour le consommateur.

Cette pression du chômage sur le travail-marchandise, pour une réduction du temps de travail, pour le développement d'autres formes de travail, peut devenir profitable pour changer tout notre rapport au travail. Certes, c'est déjà la pression du chômage qui a permis, depuis 10-15 ans, à beaucoup d'organismes communautaires de se développer, à la « faveur » des programmes de création d'emplois temporaires. Mais le niveau atteint par le chômage aujourd'hui, de même que la conjugaison d'autres facteurs de changement, permettent de penser que ce qui se faisait en marge de la société influencera de plus en plus la « page » entière.

Comprimer la place occupée par le travail-marchandise n'enlève pas la nécessité de le changer : en effet, si ce dernier demeure abrutissant, sans satisfaction ni créativité, même réduit dans le temps (disons de 20 %) il continuera à déterminer une pratique du loisir-compensation plutôt qu'un loisir-pouvoir. Cette nécessité de changer le travail-marchandise de l'intérieur pose le problème de la pratique syndicale, de l'animation en institution... problèmes cruciaux mais que je n'aborderai pas ici.

CHANGER NOTRE RAPPORT À L'ÉTAT

Je veux plutôt aborder un deuxième facteur de changement profond dans la conjoncture : la crise de l'État-providence, et le changement de *nos rapports à l'État*.

Le blocage des dépenses de l'État que nous avons connu récemment, ce fut une révolution dans la logique fonctionnariste qui avait présidé au développement des 20 dernières années : à chaque nouveau problème on créait un nouveau programme, un nouveau budget, sans se demander si les anciens programmes étaient toujours pertinents, sans articuler les programmes les uns aux autres. On créait des petits royaumes. Ce blocage a obligé un réexamen des programmes, un dépoussiérage des tablettes (relatif)... une concertation nécessaire des ressources. Un bouleversement qui constitue à lui seul un changement qui valait presque les réductions de salaires qu'il nous a coûté !

Mais ce n'est pas tout, c'est la conception même de l'État comme providence, comme assurance tout risque, comme totalité englobante qui change. La santé, c'était l'État, l'éducation, l'État, le chômage, le développement des secteurs de pointe ou le support aux secteurs « mous », l'État, la retraite et les vieux, c'était encore l'État. Comme on n'avait pas les moyens de se payer un accès privé et strictement marchand à ces ressources, on s'est donné une assurance collective. Ce qui nous a conduit à des situations limites où l'assurance collective paiera pour les opérations à coeur ouvert, la sur-médication ou l'institutionnalisation des personnes âgées, mais sans leur donner les moyens de se payer un service d'entretien ménager ou un loyer qui a de l'allure ! De la même façon l'assurance collective paiera pour élargir l'accès à l'université, mais laissera en plan les besoins d'alphabétisation. En fait ceux qui profitent le plus de l'assurance collective ce sont les professionnels qui gèrent les risques et la maladie, sans aucun intérêt ni motivation pour empêcher que n'adviennent risques et maladie.

Ces deux grands facteurs, remettant en question notre rapport au travail et le rôle de l'État, créent des conditions propices à plusieurs changements dont certains ont, depuis toujours, été parmi les objectifs de l'animation :

- une tendance à déprofessionnaliser certaines problématiques ou à tout le moins à mieux « plugger » les professionnels sur le milieu, les ressources communautaires.
- de façon corollaire cela favorise le développement de compétences communautaires, qu'elles soient bénévoles ou salariées des groupes populaires.
- les changements d'attitude et de valeurs face au travail rendent ossible d'autres formes de valorisation, d'investissements : dans nos rapports à l'environnement, à la famille, l'éducation, la santé... développement de réseaux d'entraide, de troc...

— Paradoxalement, le marché lui-même reprend de la valeur, comme moyen d'une plus grande autonomie, comme moyen de répondre à la demande sans passer toujours par la centralisation d'État.

QUASI-MARCHÉ, QUASI-INSTITUTIONS

Devant le rôle dominant joué par l'État dans des secteurs de plus en plus étendus, rôle joué au nom d'une accessibilité égalitaire (santé, éducation) ou encore au nom de la protection des faibles « secteurs mous », ce sont d'immenses secteurs et de la société sur lesquels le citoyen a perdu tout contrôle.

Il n'est pas besoin de « privatiser » les secteurs « publics » ou étatisés pour renouer avec certaines valeurs de l'émulation, du choix laissé au client, valeurs de la diversité et de l'autonomie locale face aux dinosaures monopolistes.

Alain Minc appelle cela le développement de quasi-marchés, qui permettrait à de nouvelles institutions de se développer. Quasi-marché parce que pas complètement privatisé (ou même pas du tout) mais redonnant plus de poids à l'utilisateur que n'en avaient laissé les grandes institutions.

Ces nouvelles institutions, issues de l'éclatement, la transformation des institutions actuelles, ou encore de la formalisation des pratiques et responsabilités des groupes populaires (quasi-institutions), ce sont là les lieux de travail où les talents de bricoleur de l'animateur sont utiles : bricolage pour amasser des fonds en temps de disette, pour mobiliser des énergies en temps de dépression, pour faire du neuf à partir du vieux. Que ces institutions voient le jour à la faveur de la remise en question des anciennes institutions, ou grâce aux énergies libérées par une répartition nouvelle du « travail-lié », il faudra consentir à investir dans de tels développements, il faudra dépasser la psychose de la crise.

En effet, comment financer de tels développement sociaux, alors que le refrain des coffres vides nous rabat encore les oreilles ?? Serait-ce seulement grâce au travail noir, au bénévolat et par l'appel au financement privé (par le client, ou le public charitable?).

UN LEVIER FINANCIER POUR CES CHANGEMENTS

Dans le contexte du vieillissement rapide de notre société, les hausses prévisibles des cotisations aux régimes de rentes et fonds de pensions, d'ici 30 ou 40 ans, se chiffrent par centaines de milliards de dollars ; ce formidable pouvoir financier ne devrait-il pas servir à changer nos rapports au travail, au savoir professionnel (institutions) et à l'État ? Ayant changé nos rapports à ces pouvoirs, nous, les p'tits vieux de demain, pourrions continuer à travailler, nous passer mieux des professionnels et être plus indépendants face à l'État.

Accepterons-nous que de tels leviers financiers soient mobilisés par l'État, ou le cercle restreint de la grande finance, sans qu'ils servent, au moins en partie, à améliorer notre vécu quotidien plutôt qu'à maintenir et amplifier les déséquilibres actuels?

Ça prendra plus que du bricolage d'animateurs pour jouer dans ces grandes ligues. Mais peut-être le rôle d'homme-frontière de l'animateur², son rôle d'agent interdisciplinaire sera-t-il de quelque utilité pour faire le lien entre ces « ligues majeures » et les mineures, entre les joueurs et les « spectateurs »

-
2. Gaston PINEAU, *Les combats aux frontières des organisations*, Montréal, Sciences et culture, 1980; *Produire sa vie: autoformation et autobiographie*, Montréal St-Martin, 1983;
 3. Même si je n'ai pas inscrit dans le texte de références précises aux auteurs qui ont stimulé ma réflexion au cours de la dernière période, je tiens quand même à souligner les titres suivants: Jacques GODBOUT, *La participation contre la démocratie*, Montréal, St-Martin, 1983; Ivan Illich, *Le genre vernaculaire*, Paris, Seuil, 1983; Albert JACQUART, *Inventer l'homme*, Paris, éd. Complexe, 1984; Michel MAFFESOLI, *L'ombre de Dionysos*, Paris, éd. Méridiens/Anthropos, 1982; Pierre ROSENVALLON, *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil, 1981; *Misère de l'économie*, Paris, Seuil, 1983.